



# SAMEDI 23 SEPTEMBRE 2023, MOBILISONS-NOUS :

pour la fin du racisme systémique, des violences policières,  
pour la justice sociale et les libertés publiques  
contre la répression syndicale !

<https://marchespourlajustice.fr>

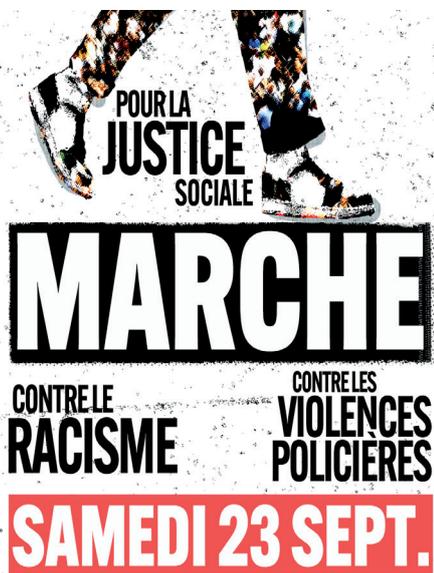
Le président de la république et son gouvernement persistent et réaffirment leur politique néolibérale avec des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales.

Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques et notre modèle social.

La répression s'étend avec toujours plus d'intensité, de violences, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleurs-ses et leurs syndicats, ou encore à Sainte-Soline.

Une répression syndicale acharnée, essentiellement en direction des militants de la CGT. En effet, de nombreux camarades sont criminalisés par le pouvoir répressif pour des faits de grève (plus de 1000 signalements de répression ont été signalés. La liberté associative est aussi de plus en plus remise en cause.

L'action contre Sébastien Menesplier, Secrétaire Général de la FNME-CGT et Secrétaire Confédéral revêt d'ailleurs un caractère particulier, car c'est une attaque politique symbolique envers notre organisation, car peu de fois dans notre histoire sociale l'Etat s'est attaqué à un premier dirigeant de la CGT...



Une situation très inquiétante car l'institution policière paraît désormais hors de contrôle. À entendre les déclarations factieuses de certains syndicats de policiers suite au meurtre de Nahel, les déclarations du Directeur général de la police nationale ou encore celle du Préfet de police de Paris avec la bénédiction du ministre de l'Intérieur, l'institution policière remet en cause l'État de Droit !

Le meurtre de Nahel a entraîné plusieurs nuits de révoltes urbaines et un déploiement de forces sans précédent (45.000 policiers et gendarmes, utilisation du RAID, du GIGN, d'engins blindés, de drones...)

La répression a été féroce (4.000 interpellations, dont plus de 1.000 mineurs), 2 décès et des mutilations irréversibles suite à des tirs de LBD.

.../...

La mort de Nahel, comme d'autres, ne sont pas des bavures. Elles sont la conséquence de la combinaison entre augmentation de la pauvreté, pression corporatiste des policiers dont la formation est négligée, infusion des idées d'extrême-droite, vote de lois liberticides permettant à la hiérarchie de la police de s'affranchir des cadres démocratiques, à l'instar du Code de Sécurité intérieure mis en place en 2017 qui a assoupli les conditions d'emploi des armes à feu et a conduit à doubler le nombre de tués par la police depuis 2020.

Dans la même veine, la loi Kasbarian, dite « anti-squat », ouvre la voie à encore plus de répression, car elle met sous conditions nos formes de contestation sociale dans l'espace public.

La crise démocratique, sociale, politique que nous traversons est très grave. Un collectif d'associations, de partis politiques et d'organisations syndicales, dont la CGT, appelle donc à des manifestations et initiatives sur tout le territoire français, le samedi 23 septembre, contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières et pour la justice sociale climatique, féministe et les libertés publiques.

### • LA CGT EXIGE DES RÉPONSES IMMÉDIATES ET DANS L'URGENCE :

- Abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles d'usage des armes à feu
- Réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement
- Remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir
- Création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative, présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.
- Plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux
- Respect des libertés syndicales, du droit de grève, du droit de manifester et de la liberté d'expression

# PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !

## MARCHONS MASSIVEMENT

### LE 23 SEPTEMBRE !

**MARCHES UNITAIRES  
LE 23 SEPTEMBRE 2023**



## Marches unitaires en Seine-Maritime le Samedi 23 Septembre !

LE HAVRE : 15H

Gare SNCF

ROUEN : 14H30

Parvis Saint-Sever



ICI

Signez la pétition !

